

10 septembre 2012

Le sommet des Non-Alignés à Téhéran (29-31 août). Un succès diplomatique pour Téhéran mais pas encore la fin de l'isolement.

Par Michel Roche, consultant international

Le 16^{ème} Sommet des non-alignés qui vient de s'achever constitue incontestablement un succès diplomatique pour l'Iran. Alors que le pays se trouve isolé sur la scène internationale, la tenue d'une réunion au niveau des chefs d'Etat n'allait pas de soi. La venue du Secrétaire général des Nations Unies en dépit des pressions américaines, tout autant que celle du Président égyptien, sont à porter au crédit du gouvernement iranien. Il en est de même pour celle de l'Emir du Qatar et celles moins remarquées par la presse occidentale, mais non moins significatives, des présidents afghan, indien et pakistanais.

Autre motif de se féliciter pour Téhéran : le sommet a très largement été dominé par la question de l'isolement imposé par les Occidentaux à l'Iran et la situation au Proche Orient.

Cela dit, le bilan est contrasté et l'Iran a dû accepter d'entendre des messages très clairs. Le Secrétaire général des Nations Unies s'est exprimé sans ménagement évoquant le caractère tout à fait inacceptable du déni de l'Holocauste et des menaces à l'égard d'Israël, ainsi que sur la nécessité de coopérer avec la communauté internationale dans le domaine du nucléaire. Ces propos ont été tenus lors du sommet puis ils ont renouvelés lors d'une conférence à l'Institut diplomatique; ils sont donc assurés d'une circulation en Iran. De son côté, le Président égyptien, prenant de front le gouvernement iranien a insisté sur le fait que le président Assad doit quitter le pouvoir ; ce faisant il a provoqué le départ de la session du ministre syrien M. Mouallem que Téhéran avait pris le risque d'inviter, alors que la Ligue Arabe a suspendu la Syrie. Enfin, sous la pression semble-t-il de certains états membres, les plus hautes autorités iraniennes ont du renoncer à faire venir leur allié palestinien M. Haniyé et c'est Mahmoud Abbas qui a représenté la Palestine.

L'Inde a évité de s'engager dans un soutien politique et il en a été de même pour les grands pays invités : Chine et Russie.

Enfin, dans l'ensemble l'Afrique, l'Amérique du sud et les pays d'extrême Orient ont été discrets, laissant la place aux dictateurs les moins fréquentables : Soudan, Corée du Nord et Zimbabwe. Sur le fond Téhéran n'a pas réussi à rallier l'ensemble des Non Alignés à sa cause ; mais ce n'était probablement pas son ambition.

Pourtant il serait erroné de conclure qu'il ne s'est rien passé de significatif à Téhéran et qu'il s'agit d'un sommet sans lendemain.

Le Secrétaire général des Nations Unies se devait d'adopter un langage brutal et pas seulement parce qu'il est critiqué par Washington et par Israël sur son choix d'être allé à Téhéran. M. Ban Ki Moon estime, comme M. Koffi Annan l'a publiquement dit, que l'Iran devrait avoir un rôle à jouer dans le règlement de la crise en Syrie ; or il est impossible d'envisager un tel rôle tant que Téhéran renouvelle les provocations à l'égard d'Israël et que la discussion sur le nucléaire reste dans l'impasse.

L'attitude assez désinvolte du Président égyptien qui est resté quelques heures à peine à Téhéran avant de s'envoler pour Pékin, peut probablement s'expliquer de la même manière. M. Morsi qui doit aussi tenir un certain compte des sensibilités américaines avait en effet proposé peu avant l'ouverture du sommet la constitution d'un groupe ad-hoc sur la Syrie, auquel l'Iran participerait, aux côtés de l'Arabie Saoudite, de l'Egypte et de la Turquie. Dans ces conditions, l'invitation de la Syrie de M. Assad au sommet constitue une rebuffade pour Le Caire qui peut craindre de n'avoir pas été compris : le règlement de la crise syrienne est une question qui intéresse directement l'Egypte et l'Iran doit en tenir compte. Pour autant la proposition de faire participer l'Iran au groupe qui serait créé sur le Syrie n'a pas été retirée.

En venant à Téhéran, les présidents afghan, indien et pakistanais ont exprimé l'importance qu'ils accordent à une normalisation de la situation de l'Iran. Pour chacun de ces trois pays les facteurs économiques sont en effet appelés à prendre une dimension de plus en plus importante : pour l'Afghanistan qui est tributaire du pétrole iranien pour assurer son développement; pour l'Inde, importateur majeur de pétrole iranien et qui souhaiterait en importer davantage, et qui participe à la fois la construction du terminal iranien de Chabahar sur le Golfe persique et à celle d'une voie ferrée reliant Chabahar et l'intérieur de l'Afghanistan ; pour le Pakistan qui conduit des projets parallèles avec l'aide de la Chine. L'avenir pourrait amener à penser la région sous l'angle du concept de « Western Asia » utilisé à New Delhi et Islamabad et non plus seulement selon une vision moyen-orientale qui domine celle des diplomaties occidentales.

Que peut-on en conclure ? Venant après le sommet extraordinaire de la Ligue Arabe au début du mois d'août, durant lequel le président Ahmadinedjad avait de façon très symbolique rencontré le roi d'Arabie Saoudite, le sommet des Non Alignés montre que l'ambition de Téhéran est celle d'un retour sur la scène régionale en tant qu'acteur reconnu et non plus simplement comme un intervenant semi clandestin. La présence des grands partenaires de l'Iran laisse à penser que l'hypothèse doit être prise au sérieux même si les obstacles sont nombreux ; d'ailleurs à Téhéran personne ne s'est encore engagé à soutenir une telle ambition pour les Iraniens. Alors que les plus hauts responsables militaires américains se prononcent ouvertement contre des frappes israéliennes et que l'opinion américaine commence à s'interroger sur l'utilité des sanctions, la question semble d'autant plus actuelle.

Israeli attack on Iran 'would not stop nuclear programme'

America's top military chief, General Martin Dempsey, reinforces Washington's opposition to unilateral Israeli action

guardian.co.uk, Thursday 30 August 2012 18.21 BST

An Israeli attack on Iran would delay but probably not stop its nuclear programme, the most senior US military officer has claimed. General Martin Dempsey reinforced Washington's opposition to unilateral Israel military action as he made clear that US military chiefs were equally wary of getting ensnared in Syria.

Distancing himself from any Israeli plan to bomb Iran, Dempsey said such an attack would "clearly delay but probably not destroy Iran's nuclear programme". He added: "I don't want to be complicit if they [Israel] choose to do it."

Dempsey said he did not know Iran's nuclear intentions, as intelligence did not reveal intentions. What was clear, he said, was that the "international coalition" applying pressure on Iran "could be undone if [Iran] was attacked prematurely". Sanctions against Iran were having an effect, and they should be given a reasonable opportunity to succeed.

On Syria, he said, Washington was collaborating with the country's neighbours, sharing intelligence and helping with military planning. The US was supplying humanitarian aid to Turkey.

But Dempsey warned of the implications of establishing a "humanitarian zone" inside Syria, as suggested by others, including France, have suggested. Syria was not Libya, he said, there was no comparison.

Those who established a humanitarian zone would be obliged to assume responsibility for protecting it, Dempsey said. That would mean not merely establishing a no-fly zone but providing protection against Syrian missiles.

Iran has doubled the number of uranium enrichment machines it has in an underground bunker, a UN report said on Thursday, showing Tehran continued to defy western pressure to stop its atomic work.

In the weeks and months when Israeli politicians increased their talk of air strikes on Iran's nuclear sites, the Islamic republic was rapidly increasing the enrichment capacity of its Fordow site, buried deep underground to withstand any such hit.

The UN International Atomic Energy Agency (IAEA) said in its quarterly report on Iran that the number of centrifuges at Fordow, near the holy Shia city of Qom, about 80 miles (130km) from Tehran, had more than doubled to 2,140 from 1,064 in May.

The new machines were not yet operational, it said.